

Fiche de partage d'expérience des PTM – Capitalisation Niger, ACTED, 2013

Type de document plus complet disponible	Une enquête post-distribution portant sur les activités de transferts monétaires inconditionnels a été réalisée par le département <i>Appraisal, Monitoring & Evaluation</i> d'ACTED. Le questionnaire est en annexe.
Localisation	Niger, Région de Tillabéri <ul style="list-style-type: none"> • Département de Tillabéri : villages de Sorbon Goungou et Baré dans la commune de Kourtheye, • Département de Kollo : village de Bantouré dans la commune de Karma.
Contexte humanitaire de l'action	Urgence - Réhabilitation
Type(s) de chocs/crises	<ul style="list-style-type: none"> • Inondations survenues pendant la période de soudure 2012, ayant occasionné d'importants dégâts matériels, une dégradation des moyens d'existence, le déplacement de nombreux ménages et une recrudescence des maladies (poussée des cas de paludisme et épidémie de cholera). <p>Ces inondations sont intervenues dans un contexte de forte vulnérabilité des populations. En 2012, la région de Tillabéri a en effet connu une série de crises sur fond d'insécurité alimentaire structurelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réduction et dégradation des ressources naturelles locales dues à l'afflux de réfugiés maliens ; • augmentation des prix des denrées alimentaires suite à la diminution de la disponibilité des produits nigériens sur le marché local.
Type de contexte	Villages insulaires détruits par les inondations en zone rurale
Secteur principal	Relèvement précoce suite aux inondations
Secteur secondaire	Restauration des moyens d'existence
Période de mise en œuvre	01/01/13 – 31/07/13
Titre du projet (et bailleur)	Réponse d'urgence aux inondations dans les départements de Tillabéri et de Kollo, Niger (OFDA - USAID)
Partenaires de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • ASUSU S.A, institution de microfinance nigérienne en charge de la sécurité, du transport et de la distribution de cash. • Les autorités administratives et coutumières nigériennes
Bénéficiaires	400 ménages, soit 2.756 bénéficiaires directs.
Groupe cible	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Pour les activités de transfert de cash inconditionnel</u> : l'ensemble des ménages (400, soit 2.756 bénéficiaires) affectés par les inondations dans les 3 villages ciblés.



	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Pour les activités de Cash for Work</u> : 280 ménages (soit 1745 bénéficiaires) pauvres et très pauvres dans les 3 villages ciblés (selon les profils socioéconomiques définis par l'enquête HEA – <i>household economy approach</i> - réalisée sur la zone)
<p>Type de ciblage</p>	<p>1. Identification et recensement des ménages affectés par les inondations pour les activités de transfert de cash inconditionnel</p> <p>Les activités de transfert de cash inconditionnel ont ciblé l'ensemble des ménages des trois villages ciblés (villages insulaires totalement détruits par les inondations). Afin de limiter les risques d'exclusion et d'avoir une connaissance fine de la situation des ménages, ACTED a tout d'abord procédé au recensement exhaustif des ménages des trois villages ciblés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Recensement de l'ensemble des chefs de ménage des villages ciblés</u> <p>Après avoir collecté les listes officielles des ménages au niveau des municipalités de Karma et de Kourtheye, ACTED a croisé ces listes avec celles enregistrées par les chefs de village. Sur cette base, ACTED a organisé 5 assemblées villageoises (dans les villages et les hameaux alentours) afin de clarifier la notion de ménage avant d'actualiser les listes des ménages affectés par les inondations.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Désagrégation des données issues du recensement</u> <p>Des fiches de recensement ont été administrées à chacun des ménages identifiés afin de recueillir des données désagrégées selon l'âge et le genre, des informations sur le statut social du chef de ménages et l'existence de personnes vivant avec un handicap. Notons que pour les familles polygames, au sein desquelles chacune des femmes préparent tous les repas de la journée, l'homme a été reconnu comme le chef de ménage pour la cellule familiale où il avait dormi la nuit précédant l'enquête ; tandis que les autres cellules familiales étaient considérées comme dirigées par une femme.</p> <p>⇒ 261 ménages, soit 1794 bénéficiaires directs, ont pu être identifiés en amont du premier transfert de cash inconditionnel, au lieu des 400 ménages initialement planifiés. Cet écart est dû à la difficulté d'identifier les personnes déplacées : certains ménages ayant quitté leur village n'avaient pas eu l'information concernant le passage des équipes d'ACTED, en raison du dérèglement des réseaux de communication communautaires suite aux inondations.</p> <p>⇒ Des mesures correctives ont donc été mises en place, en s'appuyant sur les leaders communautaires et en organisant des campagnes d'information dans les villages environnants. Celles-ci ont permis d'atteindre, dès le second transfert de cash inconditionnel, 400 ménages, soit 2756 bénéficiaires directs (dont 52% de femmes et 48% d'hommes).</p> <p>2. Type de ciblage concernant les activités de Cash for Work</p> <p>Le ciblage des ménages bénéficiaires des activités de Cash for Work s'est fait à partir des profils socioéconomiques définis par l'enquête HEA. Les ménages pauvres et très pauvres ont été identifiés à travers un processus participatif détaillé ci-dessous.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Catégorisation des ménages</u> <p>3 assemblées villageoises, à raison d'une assemblée par village, ont été organisées en présence des autorités locales et de la population afin de réévaluer de manière participative les critères de catégorisation socio-</p>



	<p>économique des ménages. A l'issue de ces assemblées, 4 groupes ont été caractérisés comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les « nantis » qui possèdent des stocks de nourriture et des revenus suffisants pour satisfaire leurs besoins de base (nourriture, santé, éducation) et aider les ménages les plus pauvres sans compromettre leurs moyens d'existence.- Les « moyens » qui possèdent des stocks de nourriture et des revenus suffisants pour satisfaire leurs besoins de base (nourriture, santé, éducation).- Les « pauvres » qui possèdent des stocks alimentaires insuffisants pour couvrir leurs besoins de base pendant la période de soudure. Pour subsister, ils dépendent de petits commerces, des prêts, de l'auto emploi, du travail de journalier agricole et de la solidarité communautaire.- Les « très pauvres » qui dépendent principalement de la solidarité communautaire pour subsister. <ul style="list-style-type: none">• <u>Classification des ménages</u> <p>A l'issue de chaque assemblée villageoise, il a été demandé aux participants de fournir 4 listes de 6 à 9 personnes représentatives de chaque groupe socio-économique. Chacun des 4 groupes a été subdivisé en 3 comités de classification des ménages. Chacun des 12 comités de classification était chargé de désigner tous ceux qu'il considérait appartenir à sa catégorie socioéconomique à partir de la liste des chefs de ménages établie lors de la phase de recensement. Ainsi, la classification d'un ménage dans une catégorie relève de trois sources différentes, ce qui limite les risques d'inclusion et d'exclusion. Les listes préliminaires des bénéficiaires ont ensuite été restituées en assemblée villageoise afin d'être validées.</p> <p>⇒ 280 ménages (dont 16% de femmes chefs de ménages et 84% d'hommes chefs de ménages¹), ont été identifiés et leur sélection approuvée par les assemblées villageoises, soit 1745 bénéficiaires directs.</p>
<p>Types cash transferts</p>	<p>Intervention combinée de transfert de cash inconditionnel et de Cash for Work :</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>Transfert de cash inconditionnel</u> <p>4 transferts mensuels de 32 500 FCFA par ménage (de février à mai 2013) ont été effectués pour aider les ménages affectés par les inondations à couvrir leurs besoins essentiels, restaurer leurs moyens d'existence et assurer la reconstruction de leur habitation.</p> <p>En parallèle, des actions de sensibilisation ont été menées, lors de la semaine précédant les jours de distribution ainsi que les jours de distribution, pour aider les bénéficiaires à développer des stratégies d'adaptation économique cohérentes avec le calendrier des saisons. Ces actions se sont appuyées sur des enquêtes de suivi post-distribution² réalisées après chaque transfert auprès d'un échantillon de 238 femmes bénéficiaires.</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>Cash for Work</u> <p>280 ménages ont bénéficié de transferts de liquidités pour réaliser des activités identifiées comme prioritaires et d'intérêt collectif dans les sites de relocalisation des trois villages ciblés. Ces activités ont été déterminées en collaboration avec la communauté et avec les autorités administratives et</p>

¹ Cette répartition est identique à celle qui est observée dans le recensement de l'ensemble des ménages.

² Le questionnaire post-distribution est présenté en annexe 1.

	<p>coutumières. Chaque travailleur a été employé entre 5 et 9 jours à raison de 2500 FCFA par jour. La rémunération et le calendrier des activités de Cash for Work ont été définis selon les cadres établis par le gouvernement nigérien.</p>
<p>Mécanismes de distribution</p>	<p>A la suite d'un appel d'offre, ACTED a contracté avec une Institution de microfinance nigérienne (ASUSU S.A) pour assurer les distributions mensuelles de cash inconditionnel et le paiement des activités de Cash for Work.</p> <p>Chaque ménage bénéficiaire du transfert de cash inconditionnel a reçu une carte d'identification afin d'attester de sa participation au programme (une femme par ménage a été identifiée comme récipiendaire de la carte). Afin de garantir la transparence des transferts de liquidités, le dispositif suivant a été mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un agent d'ASUSU S.A prépare le montant qu'il remet au chef de village. Après l'avoir vérifié, ce dernier remet l'argent au bénéficiaire. - La carte d'identification du bénéficiaire est signée par l'agent d'ASUSU S.A pour valider le paiement (dans la case correspondante au rang de distribution) tandis que le bénéficiaire appose son empreinte sur la liste d'émargement d'ACTED. - Un agent d'ACTED supervise le déroulement. <p>Le jour et le lieu de distribution étaient communiqués aux bénéficiaires par les équipes d'ACTED au cours de la semaine précédant la distribution. Pour éviter aux bénéficiaires de parcourir de longs trajets, les distributions ont eu lieu à moins de 2 km des sites de relocalisation durant les jours de marchés. Ainsi, les bénéficiaires étaient encouragés à dépenser leur argent localement et à transporter un montant limité de liquidités. Cette mesure a été prise par ACTED afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter les risques liés au transport de liquidités sur des axes non sécurisés ; - favoriser les dépenses de biens non alimentaires de base ou de biens productifs ; - favoriser les dynamiques de consommation locales. <p>Une carte d'identification a également été attribuée à chaque chef de ménage bénéficiaire du Cash for Work. Cette carte devait être présentée aux agents d'ACTED au début et à la fin de chaque journée de travail, lors du renseignement de la feuille de présence. Les bénéficiaires ont été payés par ASUSU S.A à la fin des activités de Cash for Work, en avril 2013, un jour de marché.</p>
<p>Mécanisme de plainte et de redevabilité</p>	<p>Un Comité de plainte par village ciblé a été créé afin de relayer aux agents d'ACTED les désaccords, les insuffisances ainsi que les solutions envisageables concernant la mise en œuvre du projet. Chaque comité était composé de 7 membres : le chef de village, le chef religieux (membres de droit, traditionnellement impliqués dans le règlement des conflits communautaires) et 5 habitants choisis en assemblée villageoise (2 hommes et 3 femmes). Notons que le président de chaque comité de plainte est le chef de village qui assiste aux distributions d'argent. A l'issue de chaque distribution, il participe au décompte des ménages servis et à la production d'un procès-verbal de distribution dont il est signataire.</p>
<p>Prise en compte du genre</p>	<p>ACTED a veillé à ce que les besoins et les attentes spécifiques des hommes et des femmes soient pris en compte tout au long du projet. Ainsi, des <i>focus group</i> ont été menés spécifiquement avec les femmes (lors de l'enquête initiale, des enquêtes de suivi post-distribution et de l'enquête finale), en parallèle des enquêtes réalisées auprès des chefs de ménages (84% des chefs de ménages des villages ciblés étant des hommes).</p>



	<p>Par ailleurs, ACTED s'est assuré que les femmes et les hommes soient équitablement représentés dans les comités de plainte. Aussi, chaque comité était composé de 4 hommes (2 membres de droit et 2 habitants choisis en assemblée villageoise) et de 3 femmes (également choisies en assemblée villageoise).</p> <p>De plus, de nombreuses études montrent que lorsque le cash est directement distribué aux femmes, les dépenses servent prioritairement à couvrir les besoins de base du ménage. Sur cette base, ce sont les femmes qui ont été identifiées comme récipiendaire de la carte d'identification et habilitées, à ce titre, à recevoir l'argent lors des distributions de cash.</p> <p>Enfin, le recensement des chefs de ménages dans les trois villages ciblés indique que sur 400 ménages, 16% sont des femmes et 84% sont des hommes. ACTED a veillé à ce que ce pourcentage soit respecté dans le ciblage des bénéficiaires des activités de cash for work. Ainsi, 16% de ménages dirigés par des femmes, sur les 280 ménages identifiés, ont participé aux travaux de réhabilitation communautaire en échange de cash. Le taux de participation des femmes a cependant varié d'un village à l'autre selon le type d'activité choisi par les habitants. A Bantouré, le temps de travail en jour-homme des femmes a été de 16% (150 femmes contre 785 hommes) en raison des aptitudes physiques que nécessitait la protection des berges par gabionnage. En revanche, à Sorbon-Goungou et à Baré, où le choix des habitants s'est porté sur des travaux de salubrité et sur l'aménagement d'une digue, le temps de travail jour-homme des femmes a respectivement été de 66% (305 femmes contre 155 hommes) et de 59% (247 femmes contre 173 hommes).</p>
<p>Leçons apprises : Forces/atouts (+) Faiblesses/difficultés (-)</p>	<p>+ Identification participative des bénéficiaires</p> <p>L'implication des bénéficiaires dans l'identification des ménages ciblés par les activités de transfert monétaire inconditionnel a permis de pallier la difficulté d'accès aux ménages déplacés suite aux inondations. En effet, une partie des ménages déplacés n'avait pas pu être identifiée par les équipes d'ACTED en amont du premier transfert monétaire. La participation des bénéficiaires, via les assemblées villageoises et les comités de plaintes, a alors permis de recenser ces ménages et de les informer sur le projet. Ainsi, l'ensemble des ménages ciblés a pu être atteint dès le second transfert monétaire.</p> <p>ACTED a également adopté une approche participative basée sur la méthodologie HEA lors du ciblage des bénéficiaires des activités de Cash for Work. Aussi, les ménages affectés par les inondations ont été invités à définir par eux-mêmes les critères de vulnérabilité socio-économique et à classer les ménages des trois villages ciblés en fonction de ces critères. Une telle approche a permis aux équipes d'ACTED d'identifier les ménages les plus vulnérables, dans un climat de transparence et de consensus.</p> <p>+ Implication des bénéficiaires et des autorités locales dans le suivi des activités</p> <p>A chaque étape du processus de suivi (enquête initiale, enquêtes post-distribution, enquête finale), un échantillon de chefs de ménages a été enquêté afin d'évaluer et de comprendre les besoins des ménages et l'utilisation des transferts monétaires. En parallèle, des <i>focus group</i> ont été menés par les équipes d'ACTED avec les femmes bénéficiaires des activités de transfert monétaire inconditionnel afin de prendre en compte leurs besoins et attentes spécifiques.</p> <p>Par ailleurs, les comités de plainte ont permis d'assurer un bon flux de communication entre les bénéficiaires et les équipes d'ACTED tout au long du projet. Ainsi, lorsque des désaccords ou des litiges ont été signalés, les</p>



équipes d'ACTED ont pu, en collaboration avec ces comités, adopter des mesures correctives et/ou proposer des moyens de conciliation. Le règlement de chaque désaccord a été accompagné d'un procès-verbal, lu et traduit en langue locale par un représentant de la mairie devant le comité, avant sa signature par toutes les parties prenantes.

De plus, un Comité d'Analyse des Marchés (CAM) a été créé afin de suivre l'évolution des prix et de vérifier, dans une logique de transparence et de redevabilité, que les interventions menées par ACTED ne perturbent pas les mécanismes de marché. Ce CAM était composé de représentants des services communaux en charge de l'agriculture et de l'élevage, de représentants des comités régionaux et sous-régionaux du Système d'Alerte Précoce et de Gestion des Crises et Catastrophes, d'un conseiller municipal, de commerçants et d'agents d'ACTED. Les analyses produites par les CAM n'ont pas relevé de hausse anormale des prix (supérieure à 15%).

+ Actions de sensibilisation à la diversification du régime alimentaire et à l'investissement dans les biens productifs

Les enquêtes post-distribution menées par ACTED ont montré que les transferts monétaires inconditionnels avaient principalement été dépensés en produits alimentaires (avec une diversification du régime alimentaire), en matériaux dédiés à la reconstruction des maisons, en vêtements et au paiement des dettes. De plus, de nombreux ménages ont pu recouvrer une partie de leurs moyens de production lorsque ceux-ci ne nécessitaient que peu d'investissements (houe, charrette, filets de pêche, etc.). Aussi, les besoins en outils agricoles exprimés par les ménages sont passés de 74% à 23% des ménages enquêtés entre la première et la dernière enquête post-distribution. Cependant, l'extrême vulnérabilité des ménages affectés par les inondations a rendu difficile l'investissement d'une partie des montants reçus en moyens de production plus coûteux (seulement 1% des ménages enquêtés a été en capacité d'acheter du bétail).

Au vu des résultats des enquêtes post-distribution, il est possible d'émettre l'hypothèse selon laquelle les séances de sensibilisation menées par ACTED sur la diversification du régime alimentaire et l'investissement dans les biens productifs ont eu un impact positif sur les principaux postes de dépense des ménages bénéficiaires des distributions inconditionnelles de liquidités.

+ Impact des activités de Cash for Work sur les conditions de vie des communautés

La réalisation de travaux collectifs dans le cadre des activités de Cash for Work ainsi que la construction de forages dans chacun des sites de relocalisation, ont incité certains ménages très pauvres à s'installer dans les sites nouvellement aménagés et moins vulnérables aux risques d'inondation. Ainsi, il apparaît que, lorsque les activités de Cash for Work répondent effectivement aux besoins exprimés par la communauté, elles peuvent permettre d'avoir un impact immédiat sur l'amélioration des conditions de vie de celle-ci.

- Difficulté d'identification des populations déplacées

Suite aux inondations, une partie des ménages affectés s'est établie dans d'autres villages ou à Niamey. Le manque d'information sur les nouveaux lieux d'habitation des ménages déplacés a rendu difficile leur identification en amont du premier transfert monétaire inconditionnel. Cependant, l'approche participative adoptée par ACTED a permis de surmonter cette difficulté en s'appuyant sur les leaders communautaires et les membres des comités de plaintes pour informer les ménages déplacés du projet mené par ACTED.

	<p>- Poids du remboursement de la dette dans les priorités des ménages</p> <p>49% des ménages enquêtés après le premier transfert monétaire ont déclaré le remboursement de la dette comme étant une dépense prioritaire, contre 42% après le dernier transfert monétaire. Aussi, malgré une légère baisse observée entre le premier et le dernier transfert monétaire, le paiement de la dette représente l'un des principaux postes de dépense pour les ménages bénéficiaires enquêtés. Compte tenu de la forte vulnérabilité aux aléas de la région de Tillabéri et de la vulnérabilité persistante d'une partie de la population, il n'est pas à exclure que le poids de la dette sur le budget des ménages puisse en partie compromettre les résultats atteints par les activités de transfert monétaire. En effet, les petits moyens de production acquis par les ménages au cours du projet pourraient être revendus par ceux-ci pour satisfaire leurs besoins à court terme et pour rembourser les dettes contractées en cas de nouveaux chocs.</p>
<p>Messages clés à communiquer</p>	<ul style="list-style-type: none"> <p>• Transparence et redevabilité :</p> <p>Dans le cadre de la conduite d'activités de transfert monétaire, il est primordial de mettre en place des dispositifs de prévention des risques d'inclusion et d'exclusion, des fraudes, des conflits d'intérêts et des détournements. En ce sens, ACTED s'est assuré que le ciblage des bénéficiaires dans chacun des trois villages ciblés relève systématiquement de trois sources d'information différentes. Par ailleurs, les distributions monétaires se sont déroulées sous la triple surveillance d'agents d'ASUSU S.A, de représentants d'ACTED et des autorités coutumières. Enfin, les comités de plainte mis en place par ACTED au niveau de chaque village d'intervention ont permis, d'une part, de recenser les désaccords et les insuffisances exprimés par les bénéficiaires quant au processus de ciblage et de distribution, et d'autre part, de rechercher des solutions concertées aux problèmes rencontrés.</p> <p>• Définition concertée des activités de Cash for Work :</p> <p>Afin d'accroître la pertinence et l'impact des activités de Cash for Work, il apparaît fondamental de définir les travaux d'intérêt collectif en concertation avec les autorités administratives et les ménages bénéficiaires. Il s'agit ainsi de s'assurer que les travaux de réhabilitation concordent avec les plans de développement communaux et avec les besoins des populations. Les cadres de concertation établis par ACTED ont ainsi permis d'accompagner le processus de relocalisation des ménages sinistrés et d'améliorer leur condition de vie.</p> <p>• Suivi des activités de transfert monétaire :</p> <p>Le suivi des ménages bénéficiaires des transferts monétaires s'avère essentiel pour évaluer la pertinence du ciblage et du type de transfert monétaire mis en œuvre ainsi que les impacts des distributions sur les moyens d'existence des ménages et sur les marchés. En ce sens, et comme expliqué plus haut, ACTED a mené des enquêtes post-distribution après chaque transfert monétaire inconditionnel, et a mis en place un mécanisme de suivi des marchés. Il aurait cependant été intéressant d'aller plus loin dans la démarche de suivi en évaluant la pertinence et les impacts de l'utilisation des transferts monétaires lorsque ceux-ci sont combinés à des activités de Cash for Work.</p>
<p>Contact</p>	<p>Garba Yaye Issa, Chef de projet, garba-yaye.issa@acted.org Nicolas Casale, Directeur Pays adjoint Niger, nicolas.casale@acted.org</p>

ANNEXE 1: QUESTIONNAIRE POST-DISTRIBUTION

a. Date: / / 2013	b. Nom de l'enquêteur:	
<input checked="" type="checkbox"/> Appraisal	<input type="checkbox"/> Monitoring	<input type="checkbox"/> Evaluation
d. Code Projet: 30BIT 850 : OFDA Inondation		

Nom et prénom de l'enquêté

I. INFORMATIONS GEOGRAPHIQUES:

1. Villages/Tribus:	
2. Département:	

II. INFORMATIONS SUR L'ENQUETE ET SON MENAGE

1. Age:	2. Sexe: <input type="checkbox"/> Homme <input type="checkbox"/> Femme		
3. Groupe ethnique: <input type="checkbox"/> Peuhl <input type="checkbox"/> Touareg			
4. Etes vous originaire de la région de Tillabéri ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	5. Département de : <input type="checkbox"/> Tillabéri <input type="checkbox"/> Kollo		
6. Chef de ménage:	<input type="checkbox"/> Femme	<input type="checkbox"/> Homme	Total
7. Taille du ménage :	Femme : /_/_/	Homme : /_/_/	/_/_/
8. Nombre de bras valide adulte du ménage	Femme : /_/_/	Homme : /_/_/	/_/_/

III. SITUATION DES MENAGES ET SATISFACTION DES BENEFICIAIRES

9. Votre ménage est-il touché par l'inondation (2012) ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	10. Ou vivez-vous avec votre ménage ? <input type="checkbox"/> Site de relocalisation <input type="checkbox"/> site inondé <input type="checkbox"/> Autre site
11. Ce site est-il définitif ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	12. Actuellement, dans quel type d'abri vivez-vous ? <input type="checkbox"/> Case/Hangar en paille <input type="checkbox"/> Matériel définitif <input type="checkbox"/> Tente <input type="checkbox"/> Semi-dur <input type="checkbox"/> Banco
13. Avez-vous perdu des biens personnels ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	14. Quels est la nature de ces biens perdus ou endommagés ? <input type="checkbox"/> Vivre <input type="checkbox"/> Vêtement <input type="checkbox"/> Maison <input type="checkbox"/> Champs/Rizière <input type="checkbox"/> Greniers <input type="checkbox"/> Animaux <input type="checkbox"/> Biens productifs <input type="checkbox"/> autres à préciser
15. Quelles étaient les sources de revenus du ménage avant <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Elevage	16. Quels sont vos moyens <input type="checkbox"/> Filet <input type="checkbox"/> Rizière



l'inondation ?	<input type="checkbox"/> Commerce <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Artisanat <input type="checkbox"/> Aide humanitaire <input type="checkbox"/> Autres :	de production avant l'inondation ?	<input type="checkbox"/> Champ <input type="checkbox"/> Jardin <input type="checkbox"/> Houe <input type="checkbox"/> Charrette <input type="checkbox"/> Charrue <input type="checkbox"/> Animaux <input type="checkbox"/> Autres
----------------	---	------------------------------------	---

IV. RESILIENCE DES MENAGES

17. Après ce sinistre avez-vous reçu un quelconque soutien ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui de la part d'une <input type="checkbox"/> ONG <input type="checkbox"/> Membre de ménage <input type="checkbox"/> Etat <input type="checkbox"/> Autres :	18. Avez-vous bénéficié des activités de transferts d'argent d'ACTED (Cash Transfer Inconditionnel) ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
19. Êtes-vous satisfait de l'opération	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Pourquoi ? Commentez :		
20. Combien avez-vous reçu en Cash Transfert Inconditionnel (En Fcfa) ?	Montant premier transfert / / / / / / / / Montant deuxième transfert / / / / / / / /	21. Le cash que vous avez eu a-t-il amélioré cette situation ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Pourquoi ? Commentez :
22. Quels sont les principaux besoins du ménage ?	<input type="checkbox"/> Alimentaire <input type="checkbox"/> Vestimentaire <input type="checkbox"/> Abris <input type="checkbox"/> Animaux <input type="checkbox"/> Outils agricole <input type="checkbox"/> Santé <input type="checkbox"/> Argent	23. Quelles sont les sources de revenus du ménage après les inondations ?	<input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Elevage <input type="checkbox"/> Commerce <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Artisanat <input type="checkbox"/> Aide humanitaire <input type="checkbox"/> Autres
24. De quels moyens de production disposez-vous maintenant ?	<input type="checkbox"/> Filet <input type="checkbox"/> Rizière <input type="checkbox"/> Champ <input type="checkbox"/> Jardin <input type="checkbox"/> Houe <input type="checkbox"/> Charrette <input type="checkbox"/> Charrue <input type="checkbox"/> Bœuf <input type="checkbox"/> Autres		25. Quels types de dépenses avez-vous faites avec le montant ainsi reçu ?
			<input type="checkbox"/> Dépense alimentaire <input type="checkbox"/> Biens productifs, précisez : <input type="checkbox"/> Remboursement des dettes <input type="checkbox"/> Dépenses vestimentaires <input type="checkbox"/> Construction <input type="checkbox"/> Autres, précisez :



26. y-a-t-il une concertation avec les autres membres du ménage avant de dépenser l'argent?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, lesquels : <input type="checkbox"/> Tous les membres <input type="checkbox"/> Quelques membres, lesquels ? Si non, qui décide de l'utilisation de l'argent reçu : <input type="checkbox"/> le mari <input type="checkbox"/> la femme
27. Quels sont les changements majeurs que vous avez constatés liés aux activités de transferts d'argent d'ACTED (Cash Transfer Inconditionnel) ?	1. 2. 3. 4.
28. Selon vous comment peut-on améliorer cette opération ?	
Commentaire	